

Dans toute la France, personnels, élus, population se mobilisent contre la fermeture des hôpitaux

La ministre de la santé, Agnès Buzyn, a décrété que 30 % des dépenses de l'assurance-maladie n'étaient « *pas pertinentes* ». Faudrait-il donc supprimer un tiers des soins pour les malades ?

Déjà, au cours des dix dernières années, 16 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux, 299 services de chirurgie, 90 centres d'IVG et plus de 60 % des maternités ont été fermées.

Toutes ces mesures sont prises au nom de la « réduction des déficits publics » dictée par les traités européens et appliquée par les gouvernements successifs !

Contre cette politique, dans toute la France, se dressent grèves et manifestations. Pour la seule semaine écoulée :

- jeudi 30 novembre à Angers (Maine-et-Loire) : 200 agents du centre hospitalier universitaire sont en grève à l'appel de l'intersyndicale contre les restrictions budgétaires ;
- samedi 2 décembre à Morlaix (Finistère) : 1 100 personnels, élus et usagers manifestent pour contre la fermeture de l'unité de soins intensifs de la cardiologie de l'hôpital ;
- samedi 2 décembre à Lons-le-Saunier (Jura) : 1 000 personnes manifestent contre la fermeture de l'hôpital de Saint-Claude ;
- samedi 2 décembre à Die (Drôme) : près d'un millier de personnes manifestent contre la fermeture programmée au 31 décembre de la maternité ;
- mardi 5 décembre au Rouvray (Seine-Maritime) : les personnels du centre hospitalier sont en grève à l'appel de leurs organisations syndicales pour l'embauche de 80 agents pour remédier aux sous-effectifs récurrents et l'ouverture de lits contre la sur-occupation permanente.
- mardi 5 décembre à Vittel (Vosges) : les syndicats lancent une grève illimitée au centre hospitalier de l'Ouest Vosgien contre l'augmentation de la précarité par l'emploi massif de contractuels.

Ça ne peut plus durer ! Il est urgent d'en finir avec cette politique de destruction des hôpitaux, de la santé publique et de tous les droits de la population. Il est urgent de chasser Macron et son gouvernement. Rien ne doit s'opposer à ce que se réalise l'unité pour le chasser.

C'est le sens de l'appel lancé, le 2 décembre dernier, par le Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République, auquel s'associent les militants du POID.

Lisez les informations concernant la mobilisation pour la défense des hôpitaux dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

Je prends contact avec le POID.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

A retourner à : poidemocratique@orange.fr
ou à POID c/o La Tribune des travailleurs, 34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam, 75020 Paris.